

En marche arrière

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

24 janvier 2020

La plupart des commentateurs annoncent une déroute électorale de la République en marche (LREM), à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars prochains. Les sondages réalisés à Paris, Marseille, Rouen, Lille, Bordeaux, territoires urbains où le parti présidentiel est censé être mieux implanté, viennent conforter l'analyse des observateurs. Et ce n'est pas l'actuelle mobilisation sociale contre la réforme des retraites qui inversera la tendance. Au vrai, la tâche s'annonçait rude. LREM ne dispose pas d'implantation locale. D'où sa stratégie aléatoire en matière d'investiture, parfois en contradiction avec sa propre logique. Seul objectif, réunir sous la bannière du président de la République le plus grand nombre de maires. En Guadeloupe, la situation se complique encore plus. Il n'y a pas pléthore de candidats arborant l'étiquette la République en marche. Pis, ceux qui ont obtenu l'investiture du parti prennent garde de s'en prévaloir. Y compris d'ailleurs les plus impliqués dans la majorité présidentielle. Ce qui va à l'encontre de la pratique qui avait cours jusqu'ici. Lorsqu'un candidat obtenait l'investiture du parti au pouvoir, il en faisait son principal argument de campagne. Surtout s'il n'était pas le maire sortant. Cette fois, motus et bouche cousue des candidats sur les investitures et les soutiens qu'ils ont obtenus de la part de LREM. Certains candidats ont eu des contacts avec la direction du parti. En catimini. Mais pas question de s'en prévaloir. C'est que les partisans de LREM - à tort ou à raison - estiment que l'opinion guadeloupéenne n'habite pas ces temps-ci la macronie. En cause, la politique jugée restrictive menée par le gouvernement en Outre-mer. Il y a d'abord eu la cacophonie dénoncée par les élus, dans l'organisation des secours à l'occasion du passage du cyclone Irma à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. Vint ensuite la suppression de l'abattement fiscal Outre-mer à propos de l'impôt sur le revenu. Même si la mesure a été atténuée par son étalement dans le temps, elle a longtemps fait débat. Puis, il y a eu cette réticence à reconnaître le caractère cancérigène du chlordécone. Le sort réservé au traitement des sargasses a été une autre raison pour l'opinion

guadeloupéenne et le gouvernement de se regarder en chiens de faïence. Les candidats proches de LREM sont convaincus de ne pas pouvoir capitaliser sur un tel bilan. Du coup, ils ont rangé leur drapeau dans leur poche.